

Déclaration de la Présidence

Réunion des Amis du Soudan, Paris, 7 mai 2020

La septième réunion des Amis du Soudan s'est tenue à Paris le 7 mai 2020 par visioconférence.

La réunion a été ouverte par le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, qui a rappelé le soutien déterminé des partenaires du Soudan au gouvernement de transition et à la réalisation de ses objectifs tels que définis dans les Déclarations politique et constitutionnelle signées le 17 août 2019, et par le ministre soudanais des Finances, M. Ibrahim Badawi, qui a présenté le programme actualisé de réponse de son gouvernement aux difficultés économiques du Soudan, revu à la lumière des défis nouveaux suscités par le COVID-19.

La réunion a été présidée par le directeur d'Afrique et de l'océan Indien, M. Rémi Maréchaux et par l'envoyé spécial pour le Soudan et le Soudan du Sud, M. Jean-Michel Dumond.

Outre la France et le Soudan, y ont participé l'Allemagne, le Royaume d'Arabie Saoudite, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Canada, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Espagne, les États-Unis, l'Éthiopie, le FMI, l'Italie, le Japon, le Koweït, la Ligue arabe, la Norvège, l'ONU, les Pays-Bas, le Qatar, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande-du-Nord, la Suède, l'Union africaine et l'Union européenne.

Les Amis du Soudan ont réitéré leur soutien au gouvernement civil de transition dirigé par le Premier ministre Abdallah Hamdok face aux défis à relever, encore renforcés par la crise du COVID-19.

Lors de cette réunion, le « Cadre de partenariat mutuel » entre le gouvernement soudanais et les partenaires de la transition soudanaise a été agréé. Ce document, ci-joint, constitue une base solide pour un partenariat étroit. Il définit les principes guidant la mise en œuvre de l'assistance internationale accordée au gouvernement soudanais afin de réaliser les objectifs du peuple soudanais et ses aspirations légitimes à la liberté, la paix, la justice et la prospérité.

Les Amis du Soudan ont salué à cet égard les réformes déjà engagées et le programme ambitieux présenté par le ministre soudanais des Finances, M. Ibrahim Badawi, afin de résoudre les graves problèmes structurels que rencontre le pays. Les Amis du Soudan ont à nouveau souligné la responsabilité partagée du Conseil de souveraineté et du gouvernement de transition à cet égard.

Les Amis du Soudan ont insisté, dans le double contexte de la crise économique et sanitaire, sur le caractère prioritaire revêtu par le Programme d'atténuation de l'impact social des réformes qui se traduira dans un premier temps par un soutien aux familles les plus vulnérables.

Les Amis du Soudan se sont félicités que le Fonds multi-bailleurs proposé par la Banque mondiale soit désormais en mesure de recueillir les fonds mis à disposition par les partenaires du Soudan. D'ores et déjà, plusieurs d'entre eux, parmi lesquels la France, la Norvège, la Suède, l'Union européenne, ont annoncé leur intention d'y contribuer significativement, à hauteur de 100 millions d'euros. Des contributions supplémentaires sont attendues dans la perspective de la conférence de Berlin.

Plusieurs partenaires bilatéraux et multilatéraux ont également confirmé leur mobilisation en termes d'aide humanitaire et annoncé des financements réorientés ou additionnels pour lutter contre le COVID 19.

Plusieurs partenaires ont en outre déclaré préparer des soutiens financiers supplémentaires ayant vocation à être annoncés lors de la conférence des donateurs de juin prochain. A l'invitation de l'Allemagne, du Soudan, des Nations unies et de l'Union européenne, les donateurs se réuniront ainsi à Berlin dans le cadre d'une « Conférence de partenariat », avec l'ensemble des partenaires attachés à la réussite de la transition soudanaise.

Les Amis du Soudan ont marqué que le Soudan était impacté par le COVID au même titre que les autres pays africains et souligné l'importance attachée à l'exploration par les Institutions financières internationales d'approches extraordinaires et flexibles afin de ne pas l'exclure des nouvelles facilités qu'elles mettent en place.

Les Amis du Soudan ont également rappelé l'intérêt qu'ils attachent à la création des conditions permettant l'élaboration d'un *Staff monitored program* du FMI et le lancement du processus de remise de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE. Plusieurs participants ont souligné l'importance dans ce contexte du retrait du Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme.

La France a rappelé à cet égard son intention d'organiser une conférence de haut niveau pour aborder, avec la participation notamment du secteur privé international, les perspectives tant aux plans politique, économique et financier qu'en termes d'investissements de la transition soudanaise, et marquer le lancement du processus de remise de la dette.

Les Amis du Soudan ont enfin salué la volonté affichée par le gouvernement soudanais de prendre la responsabilité de la coordination de l'assistance internationale. Ils ont confirmé leur engagement à aligner leur aide sur les priorités définies par le gouvernement de transition.

S'agissant du processus de paix, les Amis du Soudan ont encouragé tous les acteurs concernés à participer de bonne foi aux négociations afin d'aboutir au plus vite à une paix juste et durable. Ils ont par ailleurs rappelé l'importance qu'ils attachent à la constitution dans les meilleurs délais possibles du Conseil législatif et à la désignation de gouverneurs civils, conformément aux dispositions des Déclarations du 17 août 2019.